



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/925
S/1999/476
26 avril 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Point 64 de l'ordre du jour
MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE
– PRÉVENTION DE LA DÉSINTÉGRATION
DES ÉTATS PAR LA VIOLENCE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 14 avril 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de Cuba auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les déclarations faites le 25 mars et le 7 avril 1999 par le Ministère des relations extérieures de la République cubaine au sujet de l'agression de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la République fédérale de Yougoslavie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 64 de l'ordre du jour intitulé "Maintien de la sécurité internationale – Prévention de la désintégration des États par la violence", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de Cuba auprès
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

ANNEXE I

[Original : espagnol]

Déclaration du Ministère des relations extérieures de la République de Cuba, en date du 25 mars 1999, à propos de l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie

Après une série de manigances politiques multiples et pénibles, d'affrontements armés prolongés et de négociations complexes et peu transparentes sur la question du Kosovo, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a finalement lancé, comme elle l'avait annoncé, des attaques aériennes brutales contre la République fédérale de Yougoslavie, dont les peuples ont été ceux qui ont lutté le plus héroïquement en Europe contre les hordes nazies lors de la Seconde Guerre mondiale.

Cette intervention, conçue comme un "châtiment imposé au Gouvernement yougoslave", est menée en marge du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au sein duquel les États-Unis, principaux promoteurs de l'agression, auraient dû affronter l'opposition d'autres membres du Conseil qui dès le début se sont énergiquement opposés à tout acte susceptible d'aller à l'encontre du mandat conféré par la Charte des Nations Unies à cette instance pour garantir la paix et la sécurité internationales, et par là même de violer les principes et les normes du droit international.

La guerre lancée par l'OTAN fait renaître les craintes justifiées de l'humanité devant l'apparition d'un monde unipolaire outrageant, dirigé par une puissance impérialiste belliqueuse qui s'érige en gendarme du monde et qui est capable d'entraîner dans les interventions les plus folles ses alliés politiques et militaires, à l'instar de ce qui s'est passé au début et pendant la première moitié du XXe siècle, lorsque l'apparition de blocs bellicistes fit de l'Europe un continent de destruction, de mort et de misère, divisé et affaibli, tandis que les États-Unis renforçaient leur puissance économique, politique et militaire.

Il y a lieu de se demander si c'est en usant et en abusant de la force que l'on peut résoudre les problèmes du monde et défendre les droits des êtres innocents qui trouvent aujourd'hui la mort sous les missiles et les bombes qui tombent sur un petit pays de l'Europe raffinée et civilisée.

Le Ministère des relations extérieures de la République de Cuba condamne énergiquement cette agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, dirigée par les États-Unis, et il dénonce les manigances troubles qui ont abouti à ce que l'on continue à recourir à des pratiques barbares sur la scène politique internationale, dans le but de satisfaire les intérêts de ceux qui cherchent avant tout à imposer leurs desseins à tous les États de la terre, au nom d'un nouvel ordre international indigne, façonné à leur image.

En ces moments de souffrances et de douleur pour les peuples de la Yougoslavie, Cuba en appelle à la communauté internationale pour qu'elle mobilise ses forces afin de mettre immédiatement fin à cette agression injustifiée, d'éviter de nouvelles pertes en vies innocentes qu'il faut chaque

/...

jour déplorer davantage, et de permettre à cette nation de retrouver la voie pacifique de la négociation pour apporter à ses problèmes internes une solution qui relève uniquement et exclusivement de la volonté souveraine et de la libre détermination des peuples yougoslaves.

Cuba exprime sa préoccupation devant les risques d'un débordement imprévisible du conflit dans d'autres États de la région, soit par extension de la violence, soit en raison de ses effets perturbateurs sur le plan social et humain.

Cette ridicule prétention de vouloir imposer des solutions par la force va à l'encontre de tout raisonnement civilisé et des principes fondamentaux du droit international. L'intransigeance avec laquelle on prétend justifier ce nouveau crime n'est que le reflet d'une incapacité morale qui fait que l'on défend des idées et des politiques étrangères aux intérêts des pays en cause et qu'on leur impose la volonté de la grande puissance. Si l'on poursuit dans cette voie, nul ne peut prévoir quelles seront les conséquences pour l'Europe et pour l'ensemble de l'humanité.

ANNEXE II

[Original : espagnol]

Déclaration du Gouvernement cubain, en date du 7 avril 1999

S'agissant de la décision des États-Unis d'accueillir des réfugiés kosovars sur le territoire de la base navale de Guantánamo, il convient de préciser que certaines opinions qui ont été exprimées ont été attribuées à tort au Gouvernement cubain, alors qu'elles n'avaient qu'un caractère strictement personnel.

Le Gouvernement cubain n'a fait aucune déclaration publique sur la question.

Il a depuis le début, sur cette question, une position qui ne correspond absolument pas à ce qui a été publié. Il s'est abstenu de la rendre publique car il considère que cette question délicate doit être traitée avec toute la prudence voulue.

Afin d'éviter que les positions de notre pays ne soient mal comprises, nous nous contenterons pour le moment d'exposer ce qui suit :

Dès le jour où a éclaté la crise actuelle en Yougoslavie et où l'OTAN a lancé les frappes aériennes brutales sur la République fédérale de Yougoslavie, Cuba s'en est tenue scrupuleusement à une position de principe et a condamné énergiquement l'agression.

Dans la mesure de ses moyens limités et sans vouloir le moins du monde se donner de l'importance, elle s'est déclarée convaincue que les Serbes résisteraient à l'attaque dévastatrice de l'OTAN; qu'aucun système d'armes n'était capable de venir à bout de la résistance de ceux qui, attaqués par des moyens aériens ou terrestres, mais appuyés par la population, étaient disposés à se battre jusqu'à la fin en mettant en oeuvre une tactique appropriée face à la technologie militaire moderne; qu'ils avaient déjà prouvé leur combativité face aux hordes nazies durant la Seconde Guerre mondiale; qu'en ayant choisi cette voie, l'OTAN s'était engagée dans une lutte interminable et s'appêtait à commettre au coeur même de l'Europe un génocide injustifiable et inutile que l'opinion publique de ce continent et du monde ne tolérerait pas.

Nous nous sommes efforcés de faire comprendre, au moins à ceux qu'il nous a semblé utile de convaincre, que la bataille engagée ne pouvait avoir qu'une solution politique et non militaire et que, compte tenu de la géographie et des réalités, tout appui militaire fourni par l'extérieur à la Serbie n'était possible qu'avec des armes non conventionnelles, c'est-à-dire nucléaires, ce qui était inconcevable.

Chaque jour qui passe confirme la justesse du point de vue défendu par Cuba.

La première grande tragédie qui a suivi l'attaque aérienne lancée contre la Yougoslavie dans la nuit du 24 mars et l'aggravation immédiate du conflit au

/...

Kosovo a été l'exode massif de la population civile, que les médias ont révélé au monde.

Des centaines de milliers de personnes, hommes, femmes, enfants et personnes âgées, doivent supporter dans toute leur ampleur les conséquences des hostilités ainsi déclenchées, sans compter des millions de civils qui, au Kosovo, en Serbie et au Monténégro, vivent depuis 15 jours déjà dans la terreur du vacarme assourdissant des explosions, et doivent supporter les destructions, les incendies et les inévitables pertes en vies humaines, civiles et militaires, causées par les bombes et les missiles qui pleuvent de partout sur ce qui reste de ce qui était encore il y a quelques années la République socialiste de Yougoslavie prospère et unifiée.

Avec la destruction en plein hiver d'une centrale électrique qui fournit électricité et chauffage à un million de personnes et les attaques lancées contre d'autres installations similaires qui fournissent des services essentiels à toute la population, on est très loin des objectifs militaires et c'est plutôt vers un génocide que l'on se dirige.

La présente déclaration ne cherche absolument pas à établir l'identité des responsables de ce qui se passe en ce moment et des événements antérieurs.

Les victimes innocentes, quelles que soient leur nationalité, leur ethnie ou leur religion, doivent recevoir tous les secours possibles tant à l'intérieur que depuis l'extérieur de la Yougoslavie. Cuba appuie sans hésiter toute l'aide humanitaire d'où qu'elle vienne. Non seulement elle n'y mettra aucun obstacle, mais elle est prête à coopérer dans la mesure de ses moyens et selon les besoins, avec ceux qui la fournissent.

Cuba appuie avec la même détermination les efforts faits pour rechercher de façon urgente une solution raisonnable et juste au conflit.

La guerre doit prendre fin avant que ne se produisent des catastrophes encore plus graves sur les plans humain, économique, politique et militaire, qui ne profiteront à personne.

Le 7 avril 1999
